

LE PASSÉ DE L'EUROPE EST-IL LE FUTUR DE L'ASIE ?

[Yoon Young-kwan](#)

Institut français des relations internationales | « Politique étrangère »

2014/1 Printemps | pages 173 à 185

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365672290

DOI 10.3917/pe.141.0173

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-1-page-173.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

© Institut français des relations internationales. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le passé de l'Europe est-il le futur de l'Asie ?

Par **Yoon Young-kwan**

Yoon Young-kwan, docteur de l'université Johns Hopkins, est professeur de relations internationales à l'université nationale de Séoul. Il a été ministre des Affaires étrangères de la République de Corée de février 2003 à janvier 2004.

Traduit de l'anglais par Valentine Deville-Fradin.

De troublantes similitudes existent entre l'Asie d'aujourd'hui et l'Europe d'avant 1914. La Chine exige de jouer un rôle à la mesure de ses ambitions, comme l'Allemagne à la fin du ^{xix}^e siècle. La puissance dominante, les États-Unis, ne sait pas plus limiter l'expansion de la puissance émergente que la Grande-Bretagne il y a un siècle. Face à l'exacerbation du nationalisme en Asie, les leçons de la Première Guerre mondiale doivent être retenues pour éviter une escalade dangereuse.

politique étrangère

Du fait de la mondialisation, on observe depuis le début du ^{xxi}^e siècle une convergence des modes de vie sur tous les continents. Mais, paradoxalement, on constate aussi que l'écart se creuse entre les modèles des relations internationales dans les différentes aires géographiques. Ainsi la configuration des relations diplomatiques en Asie de l'Est ne ressemble-t-elle guère à la situation stable qui règne dans l'Europe d'aujourd'hui. Elle s'apparente davantage au tumultueux équilibre des puissances qui prévalait sur ce continent au ^{xix}^e siècle¹.

En Asie de l'Est, les nationalismes s'exacerbent et les contentieux territoriaux ne cessent de s'envenimer. Les principaux responsables politiques ont tendance à se défier de leurs homologues voisins et nourrissent mutuellement des soupçons sur leurs intentions. Ils jouent des sentiments nationalistes de leurs peuples pour en tirer des avantages de politique intérieure, alors qu'il serait plus sage de chercher à les apaiser. En outre, la classe politique japonaise n'a pas su admettre ses responsabilités historiques comme l'a fait l'Allemagne, ce qui n'a pas permis de tourner la page des terribles crimes commis au cours de l'histoire récente. Ces souvenirs douloureux

1. A. Friedberg, « Ripe for Rivalry: Prospects for Peace in a Multipolar Asia », *International Security*, vol. 18, n° 3, hiver 1993-1994, p. 5-33.

sont encore vivaces dans la mémoire de beaucoup d'Asiatiques, ce qui ne fait que compliquer les relations entre les pays de la région.

Le resserrement de l'interdépendance économique entre Chine, Corée du Sud, Japon et pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ces dernières décennies ne semble pas non plus contribuer de façon significative à la stabilisation des relations politiques. Et la situation tendue en Asie de l'Est fait craindre à la communauté internationale une possible escalade régionale en cas de crise ouverte. Serait-ce aller trop loin que d'esquisser une comparaison entre l'Europe d'avant 1914 et l'Asie d'aujourd'hui ? Rappelons que la Première Guerre mondiale a éclaté malgré l'optimisme d'un Norman Angell qui prêchait, quatre ans plus tôt, la paix par l'interdépendance économique²...

De plus, contrairement à l'Europe, dotée de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), l'Asie ne dispose pas de mécanisme institutionnel efficace orientant les États vers une politique de coopération en matière de sécurité. Le Forum régional de l'ASEAN (ARF) est le seul mécanisme de coopération de la région dans ce domaine, et il est trop faible pour influencer réellement sur la politique étrangère de ses États membres.

La tension ne cesse de monter aujourd'hui entre la Chine et le Japon sur quelques îlots perdus en mer de Chine orientale. En mer de Chine méridionale, la Chine se livre également à un bras de fer avec certains pays de l'ASEAN, soutenus par les États-Unis. Ces derniers n'ont pas hésité, à la fin de l'année 2013, à envoyer deux bombardiers B-52 pour faire passer un message de fermeté au ministère chinois de la Défense, qui venait de déclarer une zone d'identification de défense aérienne en mer de Chine orientale. Il n'existe aucun forum susceptible d'examiner sérieusement ces différends liés à des questions de souveraineté. En somme, les États d'Asie de l'Est sont totalement dépendants d'une politique de rapports de force anachronique, comme pouvaient l'être les États européens voici un siècle.

Les risques liés au déplacement de la puissance

Les experts en relations internationales ont depuis longtemps constaté que la puissance n'était pas une donnée figée³. L'étude de l'histoire du système

2. N. Angell, *The Great Illusion. A Study of the Relation of Military Power in Nations to their Economic and Social Advantage*, 1^{re} éd., New York, G.P. Putnam's & Sons, 1910.

3. Le concept de puissance est entendu ici du point de vue matériel. L'estimation de la puissance de Kenneth Waltz inclut par exemple « le poids démographique et la surface du territoire, les ressources, les capacités économiques, la force militaire, la stabilité et les compétences politiques ». Cf. K. Waltz, *Theory of International Politics*, New York, McGraw-Hill, 1979, p.131.

étatisme moderne depuis le xvi^e siècle fait ainsi apparaître un cycle d'essor et de déclin de la puissance des États importants, en Europe et dans le monde en général. Le Portugal, par exemple, a été la puissance dominante de la fin du xv^e siècle jusqu'au milieu du xvi^e siècle ; l'Espagne a pris le relais du début du xvi^e siècle jusqu'au début du xvii^e, les Pays-Bas ont dominé le xvii^e siècle ; puis est venu le tour de la France, de la fin du xvii^e jusqu'au milieu du xviii^e ; la Grande-Bretagne a été la principale puissance au cours du xix^e siècle puis a cédé la place aux États-Unis à partir de la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'à une période récente.

Ce déplacement de la puissance constitue un point commun important entre l'Europe de la fin du xix^e siècle et l'Asie du xxi^e siècle⁴. À partir de l'unification allemande de 1871, la puissance relative de l'Allemagne n'a cessé de croître au détriment de la Grande-Bretagne. Cette évolution a été l'un des facteurs structurels sous-jacents les plus déterminants de la vie politique européenne jusqu'à l'éclatement de 1914.

De même, le pouvoir économique des États-Unis est actuellement en déclin, bien que les Américains conservent une position de puissance militaire dominante. Après la crise financière de 2008, les États-Unis sont d'ailleurs devenus le principal pays débiteur du monde⁵. Le Japon a, lui aussi, connu une période de stagnation économique à partir des années 1990. Cette stagnation a duré deux décennies et le produit intérieur brut (PIB) du pays est passé en 2010 derrière celui de la Chine. Cette dernière a, au contraire, vu sa puissance économique relative augmenter, grâce à une croissance rapide au cours des 30 dernières années, depuis l'ouverture économique décidée par Deng Xiaoping en 1978.

Des revirements de puissance facteurs d'instabilité

Ces revirements de puissance peuvent être facteurs d'instabilité. Selon Charles Doran, professeur à Johns Hopkins, si les responsables politiques ne parviennent pas à réagir avant certains stades critiques du cycle de la puissance, ils sont confrontés à des bouleversements rapides qui échappent

4. Voir la version antérieure abrégée de l'analyse de l'auteur concernant les leçons à tirer de l'histoire politique européenne de la fin du xix^e siècle et la façon de les appliquer à la situation actuelle en Asie de l'Est : Yoon Y.-k., « The Asian Sleepwalkers », *Project Syndicate*, 29 janvier 2013, disponible sur <www.project-syndicate.org/commentary/east-asia-s-dangerous-diplomatic-failures-by-yoon-young-kwan>.

5. Bien évidemment, ce processus d'émergence de la Chine et de déclin des États-Unis et du Japon dans le domaine économique n'est pas irréversible. Un certain nombre de chercheurs ont souligné la résilience du système américain. Le plus important semble être la profondeur des réformes intérieures que les responsables politiques américains et japonais seront capables d'imposer. En outre, si les dirigeants chinois ne se montrent pas capables de bien gérer la pression politique émanant des niveaux inférieurs, la poursuite de la croissance rapide de la Chine sera compromise.

largement à leur contrôle⁶. Face à ces incertitudes soudaines, ils sont souvent incapables de surmonter l'écueil des mauvaises interprétations, des erreurs de calcul, voire des réactions disproportionnées face aux agissements d'États rivaux, ce qui peut conduire à de lourdes erreurs en matière de politique étrangère.

La puissance ne cessant d'évoluer, un décalage peut apparaître entre les capacités réelles d'un État et la position qu'il occupe dans certaines arènes internationales. Les principaux responsables politiques des pays émergents perçoivent comme une injustice le fait que leurs États soient toujours traités comme avant leur spectaculaire essor. Ils n'hésitent donc plus à faire entendre leur voix, à exiger un rôle plus central dans la politique internationale. Les dirigeants des puissances établies se montrent, eux, d'ordinaire réticents à accepter les exigences des émergents : cela reviendrait à amoindrir l'influence de leur propre pays. Il ne faut pas non plus ignorer le fait qu'une certaine inertie politique joue toujours en faveur du *statu quo*.

L'enjeu fondamental de ces temps mouvants où la puissance se déplace revient donc à redistribuer les rôles sur la scène internationale pour que ceux-ci soient plus conformes aux nouvelles capacités des différents protagonistes. Une gestion inappropriée des relations entre les puissances émergentes et les puissances en place, à un moment critique de la transition, a pu, dans le passé, conduire à de graves conflits internationaux. Les dirigeants des pays émergents en particulier ont souvent fait preuve trop tôt d'une assurance excessive, alarmant leurs voisins et déstabilisant l'équilibre des relations diplomatiques de la région. La Première Guerre mondiale peut être considérée comme le fruit d'une mauvaise gestion des rééquilibrages de la puissance qui se sont opérés dans les deux décennies précédentes.

L'expérience européenne depuis les années 1890

Le père de l'unité allemande, Otto von Bismarck, était un dirigeant prudent. Soucieux de ne pas effrayer ses voisins, il s'efforça d'apaiser les craintes suscitées par l'expansion de la puissance allemande après l'unification. Il travailla avec beaucoup de soin à créer un réseau d'alliances comprenant la Ligue des trois empereurs de 1873 et 1881 (Allemagne, Autriche-Hongrie, Russie), la Triplice de 1882 (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie) et l'Entente de la Méditerranée de 1887 (Autriche-Hongrie, Italie et Grande-Bretagne). Cela lui permettait d'isoler la France et d'éviter que les États voisins ne se coalisent contre une Allemagne en plein essor.

6. C.F. Doran, *Systems in Crisis: New Imperatives of High Politics at Century's End*, New York, NY, Cambridge University Press, 1991.

Toutefois, les relations entre pays européens commencèrent à se détériorer gravement après l'accession au trône de l'empereur Guillaume II, adepte de l'intimidation et convaincu qu'il pourrait, sous la menace, contraindre la Grande-Bretagne à s'allier à l'Allemagne⁷. Bien loin de rassurer ses voisins inquiets de la progression de la puissance allemande, il souhaitait que cette puissance nouvellement acquise soit reconnue sans ambages par les autres pays d'Europe.

Sa première décision comme empereur fut de retirer à Bismarck sa charge de chancelier en 1890. Puis il s'employa à mettre à bas le réseau d'alliances tissé par ce dernier. Il déclina par exemple la demande de la Russie de renouveler le traité de réassurance de 1887, ce qui troubla irrévocablement les relations russo-germaniques. Après avoir essuyé ce refus, la Russie, en quête d'un nouvel allié, se tourna vers la France avec qui elle signa l'Alliance franco-russe de 1897 : ce retournement diplomatique est l'un des facteurs explicatifs de la Première Guerre mondiale.

La détérioration des relations entre Russie et Allemagne fut par ailleurs interprétée par l'Autriche comme une carte blanche diplomatique, dont elle usa avec une hardiesse peu raisonnable vis-à-vis de la Serbie, sur laquelle elle exerça une forte pression après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche en 1914.

La diplomatie brutale de Guillaume II effraya la France, la Russie et la Grande-Bretagne, rivaux de longue date sur l'échiquier européen, les poussant ainsi à s'unir contre l'Allemagne. La scène politique européenne se scinda alors en deux blocs opposés, et c'est la hausse de la tension entre ces blocs qui conduisit à la Grande Guerre.

La diplomatie volontariste de la Chine depuis 2010

Si l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 a élevé les États-Unis au rang d'unique superpuissance, la crise financière de 2008 les a privés de ce statut et ils doivent désormais composer avec trois ou quatre grandes puissances, dans un monde de plus en plus multipolaire. Bien qu'ils aient conservé leur rang de superpuissance militaire dominante, les États-Unis se montrent, depuis la crise de 2008, de plus en plus réticents à intervenir à l'étranger dans des zones problématiques. Les hésitations du gouvernement américain face à la révolte en Libye ou à l'actuel drame humanitaire en Syrie le montrent assez.

7. B.W. Tuchman le décrit par exemple comme « le détenteur de la langue la plus désinhibée d'Europe » : *The Guns of August*, New York, NY, Macmillan, 1962, p.2.

De leur côté, les dirigeants de la puissance montante, la Chine, semblent avoir interprété la crise financière partie des États-Unis comme un événement décisif qui allait irréversiblement affaiblir le *leadership* politique mondial de ces derniers. Cette analyse les a poussés à pratiquer une diplomatie plus volontariste à compter de la fin 2009. Avant même la crise de 2008, certains experts affirmaient d'ailleurs que la Chine, puissance en plein développement, allait venir concurrencer les États-Unis⁸.

Pékin fait entendre sa voix avec une fermeté inédite

La Chine a par exemple exercé son influence sur le groupe des BASIC⁹ afin que ces pays refusent les limitations contraignantes d'émissions de gaz à effet de serre défendues, entre autres, par les États-Unis lors des négociations sur le changement climatique menées fin 2009 à la Conférence de Copenhague. L'année suivante, dans l'affaire des ventes d'armes à Taïwan par les États-Unis, Pékin a fait entendre sa voix avec une fermeté nouvelle. Les autorités chinoises sont allées jusqu'à annoncer des sanctions à l'encontre des entreprises impliquées dans cette affaire. Elles ont également tenu tête au gouvernement américain lorsque celui-ci a exercé des pressions pour une revalorisation du yuan. La Chine s'est aussi distinguée par un comportement peu diplomatique lors de sa gestion de la libération du capitaine du navire de pêche chinois arraisonné en 2010 par des garde-côtes japonais près des îles Senkaku (connues en Chine sous le nom de Diaoyu). Pour couronner le tout, Pékin a revendiqué sa souveraineté sur la mer de Chine méridionale sur un ton de moins en moins conciliant, ce qui a accru les tensions avec certains pays d'Asie du Sud-Est comme le Vietnam et les Philippines, mais aussi avec les États-Unis.

C'est dans ce contexte que le conseiller d'État Dai Bingguo a annoncé, fin 2010, que la Chine allait poursuivre sa stratégie de développement pacifique. Les observateurs de la diplomatie chinoise se demandent néanmoins si cette doctrine fait consensus dans le cercle des dirigeants chinois. Les autorités militaires, en particulier, ne semblent pas y adhérer pleinement.

8. John Mearsheimer, un spécialiste réaliste des relations internationales, a pu écrire par exemple : « La Chine ne peut émerger pacifiquement, et si ce pays poursuit son impressionnante dynamique de croissance économique au cours des décennies à venir, les États-Unis et la Chine se lanceront très probablement dans une course effrénée à la sécurité qui aboutira à une forte probabilité de conflit. » J. Mearsheimer, « Better to Be Godzilla than Bambi », in « Debate on Clash of Titans », *Foreign Policy*, n° 146, janvier-février 2005. Voir également R. Sutter, « China's Regional Strategy and Why It May Not be Good for America », in D. Shambaugh (dir.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, Berkeley, CA, California University Press, 2005, p. 289-305.

9. Le BASIC est un groupe de pays composé du Brésil, de l'Afrique du Sud, de l'Inde et de la Chine, qui s'étaient mis d'accord pour agir conjointement lors du Sommet sur le climat de Copenhague en novembre 2009.

En février 2012, Xi Jinping, alors vice-président, a affirmé dans un entretien accordé au *Washington Post* que le Pacifique était assez vaste pour les États-Unis et la Chine¹⁰. Beaucoup ont considéré cette remarque comme révélatrice de l'intention de Pékin de remettre en question la suprématie dont jouissent les États-Unis dans le Pacifique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et d'en faire une sphère d'influence partagée entre les deux puissances.

Après son investiture début 2013, le président Xi Jinping a commencé à évoquer l'établissement de relations d'un nouveau genre entre les principales puissances. Les spécialistes de la Chine ont interprété cela comme un signe de la volonté des autorités chinoises de garder des relations de coopération avec les États-Unis, plutôt que de défier ces derniers. En novembre 2013, la Chine a pourtant déclaré sa propre zone d'identification de défense aérienne sans consulter les pays limitrophes, ce qui a accentué les tensions avec le Japon, la Corée du Sud et les États-Unis.

Face à cette poussée de la Chine, les États-Unis ont annoncé un rééquilibrage de leur stratégie en faveur de l'Asie-Pacifique (le « pivot vers l'Asie »), renforcé leurs engagements de sécurité dans la région et commencé à resserrer leurs liens avec des alliés tels que le Japon, l'Australie, la Corée du Sud et les pays du Sud-Est asiatique.

Le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, a quant à lui imprimé une teinte plus nationaliste à la diplomatie et à la politique de sécurité de son pays. Le Japon a, lui aussi, resserré ses liens avec ses alliés de la région, notamment les États-Unis, l'Australie et quelques pays d'Asie du Sud-Est comme les Philippines. Shinzo Abe entend rétablir le droit de défense collective du Japon et réviser la Constitution afin de lever les obstacles qui restreignent le recours aux forces armées nationales. Dans un éditorial, un grand journal occidental a exprimé la crainte que Shinzo Abe ne tente de ressusciter le Japon d'avant 1945¹¹. Les pays du Sud-Est asiatique, inquiets eux aussi de l'intransigeance dont fait désormais preuve la Chine, notamment sur la question de la mer de Chine méridionale, ont demandé aux États-Unis de confirmer leurs engagements dans la région.

De l'Europe du xix^e siècle à l'Asie du xxi^e siècle

Malgré les nombreuses différences qui les séparent, l'Europe de la fin du xix^e et l'Asie de l'Est du xxi^e présentent certaines similitudes importantes.

10. Xi Jinping, « Views from China's Vice President », *The Washington Post*, 13 février 2012.

11. « Japan's Dangerous Anachronism », *International New York Times*, 16 décembre 2013.

En premier lieu, les deux puissances émergentes, l'Allemagne d'après les années 1890 et la Chine d'après 2010, exigent de jouer un rôle plus déterminant dans les relations internationales, tandis que les deux grandes puissances en place, respectivement la Grande-Bretagne du ^{xix}^e siècle et les États-Unis d'après 2010, ne disposent pas de stratégie claire quant à la manière de réagir aux défis posés par la puissance émergente.

Les principaux responsables politiques britanniques de la fin du ^{xix}^e siècle n'avaient, pour préserver la paix, rien d'autre à proposer que de s'en tenir à la tradition diplomatique du « splendide isolement » et de décliner la demande d'alliance de l'Allemagne. De même, les dirigeants américains, à l'instar du président Barack Obama, ne semblent pas avoir mis au point de vision stratégique pour l'établissement d'une relation de coopération stable avec la Chine. L'hypothèse d'un défaut de *leadership* au niveau mondial et de la répétition des erreurs qui conduisirent à la catastrophe de 1914 n'est donc pas inconcevable.

Une guerre de l'ampleur des deux premiers conflits mondiaux est certes difficile à imaginer à l'ère nucléaire : l'« équilibre de la terreur » de la guerre froide a montré que les ogives nucléaires pouvaient contribuer à éviter une montée aux extrêmes. Mais des erreurs d'appréciation peuvent toujours être commises par les décideurs et la possibilité d'une escalade ne peut être exclue.

En deuxième lieu, les puissances émergentes de l'Europe à la fin du ^{xix}^e siècle et de l'Asie de l'Est d'aujourd'hui ne semblent pas se préoccuper outre mesure des inquiétudes de leurs voisins. Même si des problèmes de sécurité militaire se posaient alors clairement dans la vie politique européenne, tout comme ils se posent aujourd'hui en Asie de l'Est, nul dirigeant ne paraissait ni ne paraît disposé à s'en préoccuper, à réfléchir à une vision globale de la paix à l'échelle mondiale. Au lieu de cela, ils se concentrent sur d'étroits objectifs de poursuite de leurs intérêts nationaux.

De même que l'empereur Guillaume II avait ignoré les craintes de la France ou de la Russie, les dirigeants chinois semblent peu se soucier de l'inquiétude que l'émergence de leur pays fait naître chez leurs voisins. Il ne fait aucun doute que la Chine a ouvert un nouveau chapitre de son histoire diplomatique en 1996 – date à laquelle ses menaces à l'encontre de Taïwan ont débouché sur de fortes tensions avec les États-Unis et sur un renforcement des craintes vis-à-vis de la menace chinoise. La Chine s'est, depuis, employée à étendre son influence à une partie significative de l'Asie, profitant notamment de la présidence de George W. Bush, focalisé sur le « grand Moyen-Orient » et par conséquent moins attentif à l'Asie. La

diplomatie volontariste mise en place depuis 2009 a néanmoins largement entamé ce qui avait été accompli par la « diplomatie du sourire ».

Certains spécialistes de la Chine ont souligné que le récent volontarisme dont font preuve les dirigeants chinois est peut-être moins le fruit de leur volonté que de leur incapacité à contrôler de près les processus décisionnels dans le domaine de la défense. La croissance économique rapide a entraîné une complexification des conflits d'intérêts entre les entités bureaucratiques et les groupes d'intérêts, ce qui a beaucoup compliqué la tâche de coordination et de contrôle des politiques de défense pour les principaux dirigeants. Si cette hypothèse était exacte, cela pourrait rendre les relations entre grandes puissances encore plus instables, sujettes qu'elles seraient aux incompréhensions, erreurs et autres réactions excessives des décideurs. Bien que de nature différente, ce mécanisme pourrait se révéler aussi dangereux que la machine infernale de réactions en chaîne du XIX^e siècle, dont on sait qu'elle a fortement entravé la capacité de prise de décision des principaux dirigeants de l'époque sur les questions militaires¹².

La diplomatie volontariste supplante la « diplomatie du sourire »

En troisième lieu, les responsables ont tendance, dans ces périodes de turbulence des relations internationales, à mal apprécier la situation dans leurs prises de décision. À l'aube des années 1900, l'empereur Guillaume II a cru, à tort, pouvoir contraindre la Grande-Bretagne à accepter une alliance bilatérale avec l'Allemagne sous la menace d'une expansion de la puissance navale allemande. Au lieu de cela, le Royaume-Uni a interprété les velléités allemandes comme une grave menace pour l'hégémonie britannique et réagi par la signature de l'Entente anglo-russe en 1917.

Le président Xi Jinping tente peut-être de la même manière de bousculer le *statu quo* militaire en vigueur dans le Pacifique occidental et la mer de Chine orientale et méridionale, dans l'espoir que les États-Unis se révèlent peu désireux ou incapables de réagir avec force. Il est probable que les Américains, loin d'être impressionnés par les rododromes chinoises, choisissent de ne pas surréagir, leur suprématie militaire étant encore très loin d'être menacée.

Enfin, la politique extérieure du Japon va demeurer une question aussi épineuse et cardinale que la conduite de l'Allemagne envers l'Autriche au siècle dernier. Si les relations entre les États-Unis et la Chine étaient

12. H. Kissinger, *Diplomacy*, New York, NY, Simon & Schuster, 1994, p. 201-217.

appelées à s'envenimer durablement, il deviendrait difficile pour les Américains de contenir les ambitions japonaises. Les États-Unis pourraient alors devenir l'otage de la politique du Japon vis-à-vis de la Chine, ce qui rendrait les relations internationales dans la région encore plus incontrôlables et dangereuses. C'est pourquoi il sera à l'avenir essentiel pour les États-Unis de maintenir le dialogue avec la Chine. Il leur incombera aussi d'apaiser les craintes de sécurité du Japon et d'engager les responsables japonais à plus de discrétion et moins d'actions excessivement nationalistes.

Que faire ?

Comme le montre l'exemple de la diplomatie internationale d'avant la Première Guerre mondiale, les équilibres d'une politique de rapports de force sont trop précaires pour être considérés comme une voie sûre vers la préservation de la paix. Seul un génie politique doté d'une vision stratégique forte, comme Metternich après les guerres napoléoniennes ou Bismarck après l'unification allemande, pourrait être à même de construire un nouveau cadre de sécurité permettant de stabiliser les relations internationales dans un temps critique de déplacement de puissance au niveau mondial.

Quoi qu'il en soit, cela ne dispense pas de la recherche d'un *modus vivendi* en faveur de relations internationales stables pour les années à venir. La meilleure solution serait peut-être que la puissance en place, les États-Unis, et la puissance montante, la Chine, parviennent à un compromis¹³. La clé de ce compromis serait une reconnaissance, par Washington, de la montée en puissance économique de la Chine. Il s'agirait de renforcer le rôle de cette dernière dans les institutions économiques mondiales comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), etc. Le gouvernement chinois et les *leaders* d'opinion se plaignent depuis longtemps déjà d'être sous-représentés dans ces institutions.

Les États-Unis devraient également se fixer comme objectif de long terme l'admission de la Chine dans l'Accord de partenariat transpacifique¹⁴ (TPP). La division de l'économie de l'Asie-Pacifique en deux blocs,

13. Les recommandations concernant un accord ambitieux entre les États-Unis et la Chine développées dans les paragraphes suivants ont été formulées pour la première fois dans l'article de Yoon Young-kwan, « Filling the Global Leadership Vacuum », *Project Syndicate*, 1^{er} octobre 2013, disponible à l'adresse suivante : <www.project-syndicate.org/commentary/yoon-young-kwan-us-china-partnership-for-global-leadership>.

14. Le TPP est une zone de libre-échange panasiatique que les États-Unis négocient actuellement avec l'Australie, Brunei Darussalam, le Chili, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, le Vietnam et le Japon.

l'un gravitant autour des États-Unis et l'autre autour de la Chine, ne contribuerait ni aux intérêts de Washington ni à ceux de Pékin et ne serait d'aucun bénéfice pour la prospérité mondiale. De plus, comme l'a suggéré Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller pour la sécurité nationale, un partenariat économique global entre les deux grandes puissances peut être un objectif souhaitable¹⁵.

Quant à la Chine, elle aurait tout intérêt à respecter et à défendre un ensemble de principes, règles et institutions internationaux pertinents, plutôt que d'essayer de les contourner et de créer des mécanismes alternatifs soumis à sa propre influence. Bien que la Chine n'ait pas participé à l'émergence des principes et institutions internationaux actuels, sa collaboration active à ces mêmes institutions a favorisé la croissance économique rapide du pays ces 30 dernières années. Un engagement décidé de Pékin dans ces institutions serait donc aussi profitable pour ses intérêts nationaux futurs.

Il n'en serait pas moins prudent de la part des décideurs chinois de prendre acte du fait que les États-Unis conservent un avantage militaire significatif sur la Chine. Étant donné les délicates problématiques auxquelles sont confrontés les responsables chinois à l'intérieur même de leurs frontières, remettre en question le *statu quo* militaire de façon prématurée serait sans doute contraire aux intérêts de Pékin. Celui-ci aurait donc intérêt à ne pas bousculer les équilibres sécuritaires, en particulier en mer de Chine orientale et méridionale. La stratégie de « développement pacifique » de Deng Xiaoping, illustrée par l'axiome « Cacher sa force et attendre son heure », continuera donc d'être d'une grande importance pour la Chine pendant quelque temps encore.

Washington devrait réduire ses ventes d'armes à Taïwan

En retour, Washington devrait réduire le volume de ses ventes d'armes à Taïwan. Les rapports entre la Chine et Taïwan se sont en effet beaucoup améliorés au cours des dix dernières années, et les États-Unis pourraient continuer à garantir la sécurité de l'île à la faveur de cette embellie, même en réduisant leurs ventes d'armes. La question taïwanaise revêt depuis longtemps une importance toute particulière pour Pékin : c'est pourquoi une telle initiative de la part de Washington contribuerait significativement à affermir la confiance entre les deux capitales et à stabiliser leurs relations. Le plus décisif serait ici sans doute la façon dont les décideurs

15. Il a évoqué cette possibilité dans son discours au Deuxième Forum mondial de la paix qui a eu lieu à l'université Chinghua de Pékin le 27 juin 2013.

américains, au plus haut niveau, pourraient réussir à vaincre les préventions de tous ceux qui voient, dans la région, Taïwan à travers le prisme de la confrontation avec la Chine. Là encore, un accord ambitieux entre Washington et Pékin ne devrait pas être considéré comme une fin en soi, mais comme le point de départ d'une coopération à plus grande échelle et d'un apaisement des relations entre les États est-asiatiques.

L'instauration d'un climat de paix grâce à un compromis entre les principales puissances pourrait toutefois se révéler difficile, d'où l'intérêt d'efforts coordonnés en faveur d'un nouveau mécanisme institutionnel de coopération en matière de sécurité en Asie de l'Est. D'un point de vue théorique, la recommandation précédente – celle d'un compromis ambitieux entre les principales puissances – pourrait émaner du camp réaliste, tandis que l'idée d'un renforcement institutionnel pourrait émaner du camp libéral. Rien n'interdit d'ailleurs de poursuivre ces deux objectifs simultanément.

Supposons un instant qu'un mécanisme institutionnel semblable à l'OSCE ait existé avant le premier conflit mondial et que les responsables des principales puissances européennes aient disposé d'un espace pour se rassembler et discuter en temps opportun des questions sécuritaires en suspens : le cours de l'histoire en aurait peut-être été changé...

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, grands architectes de l'ordre international, ont créé pour l'Europe un cadre multilatéral de sécurité : l'OTAN. Pour l'Asie en revanche, ils ont mis au point un modèle de sécurité en étoile fondé sur des alliances bilatérales avec Washington. Ce modèle a bien fonctionné à l'époque de la guerre froide, mais il a commencé à se fissurer à partir des années 1990.

Depuis la disparition de la menace communiste, la dynamique régionale asiatique s'est beaucoup diversifiée et complexifiée. L'étroite coopération entre les démocraties libérales a commencé à se relâcher, ce qui a très clairement mis en évidence l'absence de liens et de canaux de coopération entre les alliés des États-Unis. La Corée et le Japon, deux alliés de Washington, ne disposaient par exemple d'aucun cadre institutionnel leur permettant de régler leurs différends bilatéraux.

Les dirigeants des principales puissances de la région ont exprimé leur intérêt pour un mécanisme multilatéral de coopération en matière de sécurité en Asie de l'Est, mais leurs déclarations relèvent plus de la rhétorique que de la volonté d'agir pour construire une instance semblable à l'OSCE.

Ces responsables ont peut-être l'intime conviction que leurs pays respectifs sont trop vastes ou incontournables pour se soumettre à quelque règle ou institution multinationale de sécurité que ce soit. La tentation d'une politique fondée sur la puissance reste forte en Asie de l'Est, comparée à l'Europe contemporaine.

De ce qui précède, on peut conclure que l'histoire de la Première Guerre mondiale est porteuse d'enseignements non seulement utiles mais encore salvateurs. Voici un siècle, ceux qui se sont laissé aveugler par la politique de puissance ont marché, sans s'en rendre compte, droit à la catastrophe. Les dirigeants asiatiques de 2014 feraient bien de se réveiller, s'ils ne veulent pas suivre le chemin des « somnambules » de 1914.



Mots clés

Première Guerre mondiale
Asie de l'Est
Chine
Nationalisme